

LES FAITS MARQUANTS DE CANCUN VENDREDI 3 DÉCEMBRE 2010

Tout au long de vendredi, un nombre de groupes de contact et de consultations informelles se sont tenus dans le cadre de la CdP/RdP, du SBI, de SBSTA, de l'AWG-LCA et de l'AWG-PK.

GROUPES DE CONTACTS ET CONSULTATIONS INFORMELLES

PROPOSITIONS DES PARTIES EN VERTU DE L'ARTICLE 7 DE LA CONVENTION (protocoles (CDP))
:Zammit Cutajar (Malte), le président, a d'abord ouvert la réunion du groupe de contact. Il a expliqué que cinq propositions avaient été soumises en vertu de l'Article 17 de la Convention avant la CdP 15 par l'Australie, le Costa Rica, le Japon, les États-Unis et Tuvalu, et qu'une sixième proposition a été soumise par Grenade.

GRENADÉ a souligné la nécessité d'avoir: un processus pour l'examen de la forme juridique; de travailler dans le cadre de l'AWG-LCA; et d'établir une seconde période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto. Il a déclaré que la nouvelle proposition par l'AOSIS couvre tous les éléments du Plan d'action de Bali ainsi que les autres éléments critiques; représente un compromis entre les membres de l'AOSIS; et reflète par ailleurs les vues de bons nombres de parties.

Le JAPON a déclaré que le travail du groupe de contact ne devrait pas chevaucher sur les efforts des parties, et a noté que la proposition de son pays pour un nouveau Protocole vise un instrument unique juridiquement contraignant

L'AUSTRALIE a déclaré que la réalisation de la cible de 2°C nécessite une participation qui va au-delà du Protocole de KYOTO. Elle a mis l'accent sur la nécessité d'engagements juridiquement contraignants par toutes les grandes économies avec la différenciation entre pays développés et pays en développement. Elle a souligné les propositions de l'Australie pour les calendriers nationaux, déclarant que cela devraient tenir compte des différentes situations nationales, ainsi que tout l'éventail des efforts d'atténuation des parties. L'AUSTRALIE a souligné le rôle central de l'AWG-LCA et a appelé à une décision de la CdP à Cancun spécifiant les moyens de progresser vers un résultat juridiquement contraignant

TUVALU et le COSTA RICA ont souligné que les propositions de leur pays ne visent pas à remplacer le Protocole de Kyoto. TUVALU a expliqué que la proposition de son pays contient des dispositions sur: l'atténuation par les pays

développés et pays en développement, l'adaptation, de la gestion des risques et la réduction des risques, la technologie, un fonds de financement avec des fenêtres différentes, et l'immunité pour des personnes siégeant dans divers organismes à mettre en place. A propos de la voie à suivre, il a souligné le groupe de contact comme moyen d'étudier comment parvenir à un résultat juridiquement contraignant.

Le COSTA RICA a souligné que la proposition de son pays reflète l'éventail complet des vues des parties et comprend une approche globale par laquelle tous les pays participent aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et qu'un soutien adéquat sera fourni pour l'adaptation. Il a appelé à un mandat permettant d'œuvrer à l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant à la CdP 17.

Le représentant des États-Unis a indiqué que son pays "continue à apprécier" de nombreux éléments dans la proposition soumise en 2009, y compris ses dispositions sur l'atténuation. Il a expliqué que le contexte de la proposition était de s'assurer que la base juridique était disponible pour les parties leur permettant d'adopter un nouveau protocole qui reflète le travail de l'AWG-LCA, à Copenhague. Il a souligné le chevauchement entre les propositions sur ce point de l'ordre du jour et les travaux de l'AWG-LCA. Avec l'Inde, il a demandé instamment de donner la priorité à l'AWG-LCA

L'INDE a déclaré que le «caractère contraignant ne vient pas seulement d'un protocole, et a expliqué que le Mandat de Berlin, les Accords de Marrakech et le Plan d'action de Bali ont toutes été des décisions par lesquelles les parties se sont senties liées. Dire que l'examen de cette question est prématuré, l'Inde a rappelé aux délégués que lors des négociations du Protocole de Kyoto », la forme est intervenue en dernier lieu après que la substance ait été clarifiée."

L'UE a demandé qu'il soit précisé, à Cancun, que l'intention est de travailler vers un résultat juridiquement contraignant dans le cadre de l'AWG-LCA. Il a précisé que cela signifie que le résultat ne doit pas être sous forme de décisions, mais sous forme de protocoles et d'amendements. L'UE a réaffirmé la volonté de s'engager dans une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto dans le cadre d'un résultat global.

La CHINE a souligné que les propositions par l'AOSIS, le Costa Rica et Tuvalu sont pleinement prise en considération dans le cadre de l'AWG-LCA et s'est demandée comment l'issue juridique peut être traitée sans une compréhension claire de la substance

SINGAPOUR et plusieurs autres membres de l'AOSIS ont déclaré que le résultat de l'AWG-LCA doit être un accord mondial global complet et juridiquement contraignant qui est complémentaire au Protocole de Kyoto. Plusieurs parties ont également parlé du besoin d'un canal de dialogue constructif sur les questions juridiques. SAINTE LUCIE a appelé à une décision définissant les processus menant à un résultat juridiquement contraignant, a proposé que l'ordre du jour reste ouvert et a suggéré que la présidence de la CdP envisage un processus intersessions. Le représentant des Iles MARSHALL a présenté des propositions détaillées, y compris la prorogation du mandat de l'AWG-LCA, afin de lui permettre d'intégrer certains éléments de propositions en vertu de l'Article 17 de la Convention.

AFRIQUE DU SUD a parlé de l'absence de clarté sur la forme juridique de résultat de l'AWG-LCA, qu'elle considère comme un «éléphant dans la pièce», tandis que la COLOMBIE l'a présentée comme l'un des problèmes qui ont compromis le succès à Copenhague. L'Afrique du Sud a appuyé un résultat consistant en un instrument juridiquement contraignant issu des deux voies de négociations de l'AWG-KP et de l'AWG-LCA, et a souligné qu'un «plan écologique» serait mieux traité par la présidence de la CdP. La NORVEGE a parlé d'un important accord sur la nécessité d'un instrument juridiquement contraignant, mais a insisté que les travaux vers cet objectif ne devraient pas chevaucher les autres efforts.

La BOLIVIE a insisté sur un mandat visant à finaliser les travaux en vertu des deux voies de négociation, a indiqué que l'examen d'un nouvel instrument est prématuré et suggéré de concentrer les efforts sur le fond. Le délégué des PHILIPPINES a déclaré que son pays reste «agnostique» et que la décision sur la forme juridique du résultat dépend de diverses questions. Il a parlé de sa préférence pour un instrument immédiatement opérationnel et a souligné la nécessité pour la poursuite du Protocole de Kyoto.

Le président Cutajar a noté que de nombreux points de vue étaient familiers à ceux entendus lors des discussions antérieures sur la forme juridique, et a observé que les parties continuent d'avoir des divergences de vues sur le processus à deux voies, ainsi que sur ce qui constitue un «résultat juridiquement contraignant.» Il a également indiqué que des groupes de contact, tel que celui-ci, sont des organes de session et que leur «vie» se termine à la fin de la CdP, tandis que la présidence se poursuit pendant la période intersessions. Il a toutefois souligné que ce point de l'ordre du jour restera ouverte au-delà de la CdP 16, et que la chose la plus importante est que la question ne soit pas «perdue» et qu'il existe un espace pour en discuter.

Le président Zammit Cutajar a conclu que les discussions de la matinée font partie du «grand tableau» et que la présidente de la CdP est mieux placée pour aborder la question. Il a ajouté qu'étant donné les divergences de vues des parties et les instructions de la CdP d'éviter les chevauchements, il va solliciter les conseils à présidence de la CdP sur la manière d'aller de l'avant. GRENADE a exprimé sa déception face à la décision de la présidente de ne pas convoquer des discussions informelles dans l'après-midi.

POINT 3 (nouveaux engagements de l'Annexe I) (AWG-KP): AWG-KP, John Ase (Antigua-et-Barbuda) a ouvert la réunion du groupe de contact, affirmant que le but est de faire le bilan des progrès accomplis, en particulier par les sous-groupes, ainsi que d'envisager la voie à suivre. Les animateurs du sous-groupe ont ensuite présenté les progrès réalisés

Le co-animateur du sous-groupe, Peter Iversen (Danemark) a indiqué que le chapitre II sur le sous-groupe (UTCATF) a mis l'accent sur les produits ligneux récoltés, les zones humides et la force majeure. Il a expliqué que certains progrès ont été réalisés, mais que le groupe aimerait disposer de plus de temps pour poursuivre ses examens.

Le vice-président de l'AWG-KP Macey (Nouvelle Zélande) a présenté le travail effectué sur les chapitres III (mécanismes de flexibilité) et IV (ensemble de questions méthodologiques). Sur les mécanismes de flexibilité, il a déclaré que le groupe a cherché à identifier les domaines où le texte actuel pourrait être affiné davantage et où les possibilités existent d'évoluer vers un texte de consensus. Le vice-président de l'AWG-KP, Macey a déclaré que le groupe avait des options finalisées sur une inclusion possible du PFC au titre du MDP, et que les parties mènent également des consultations sur l'utilisation des réductions d'émissions certifiées (URCE) générées par les projets dans certains pays. En ce qui concerne l'ensemble des questions méthodologiques, Macey, le vice-président a fait rapport sur "un bon engagement" concernant les GES et les nouveaux paramètres communs pour le calcul de l'équivalence de GES, en soulignant les domaines dans lesquels le texte a été rationalisé. En ce qui concerne les émissions des nouveaux GES, il a noté une convergence croissante sur l'inclusion de trifluorure d'azote.

Le co-animateur Eduardo Calvo Buendía (Pérou) a fait rapport sur le sous-groupe sur le chapitre V (conséquences potentielles), en soulignant que les discussions ont été axées sur la résolution des divergences qui subsistent en ce qui concerne soit l'établissement d'un forum permanent pour s'attaquer aux conséquences potentielles ou en utilisant des moyens existants, tels que communications nationales. Il a indiqué que les partisans des deux options n'ont pas accepté de retirer une ou l'autre option, le texte actuel reste inchangé et sera transmis au président de l'AWG-KP pour un examen plus approfondi.

Le co-animateur Jürgen Lefevere (Commission européenne) a fait rapport sur le sous-groupe sur le chapitre I (numéros) et a souligné que le groupe a mis l'accent sur les questions suivantes en suspens: durée de la période d'engagement; année de base et année de référence et report des UQA excédentaires. Sur la période d'engagement, il a signalé la convergence sur une période d'engagement unique, mais des vues divergentes sur ce que devrait être cinq ou huit longues années. Sur les années de base et de référence, a-t-il déclaré que les parties étaient proches d'un compromis possible sur une année de base unique pour le calcul des quantités attribuées et les années de référence, à des fins domestiques. Il a indiqué qu'un texte avait été préparé sur cette question, qui jouit d'un large soutien. A propos du report des UQA excédentaires, il a déclaré que les co-animateurs ont rationalisé les propositions actuelles en trois options: le maintien ou la suppression des dispositions actuelles en matière de report, la limitation de report par exemple à travers le plafonnement, ou en ne permettant pas de report.

Le Yémen, au nom du G-77/CHINE, a souligné que la poursuite du Protocole de Kyoto est essentielle pour lutter contre le changement climatique. Il a déclaré que les progrès réalisés jusqu'à présent dans les consultations devraient être inclus dans le nouveau texte afin de faciliter les négociations et une évolution vers une «histoire de réussite» à Cancun. L'UE a encouragé davantage de progrès dans les discussions sur l'UTCATF et le report des UQA excédentaires.

Ashe, le président de l'AWG-KP a déclaré qu'il sera accordé plus de temps aux sous-groupes pour leur permettre d'achever leurs travaux et les rapports que les réunions supplémentaires ont été programmées pour les sous-groupes. Il a également déclaré

qu'il présenterait un rapport sur les progrès accomplis, lors de la plénière informelle de la CdP / RdP de samedi. Le président de l'AWG-KP a également souligné la nécessité d'aborder les éléments politiques qui sont essentiels à la réalisation d'un résultat équilibré et a ajouté qu'il les porterait à l'attention de la présidente de la CdP / RdP afin qu'elle puisse déterminer comment les faire progresser.

L'UTCATF (AWG-KP): Dans les consultations informelles de l'après-midi, les parties ont examiné le document non-officiel du co-animateur qui offre deux options pour une décision sur l'UTCATF. Certaines parties ont déploré que leurs propositions n'ont pas été suffisamment reflétées dans le texte. Pour ce qui est de la définition de la gestion des terres humides, certaines parties ont préféré une définition plus limitée centrée sur le remouillage et le drainage anthropogéniques.

Les parties ont également discuté du point de savoir si en cas de force majeure, toutes les émissions dues aux perturbations seraient exclues, ou seulement les émissions au-dessus du seuil. Les parties ont exprimé des préoccupations à propos de l'absence de clarté sur la question de savoir si la force majeure se réfère seulement à un événement unique ou à une accumulation d'événements. Les consultations se poursuivront et un nouveau texte sera publié samedi.

FONDS D'ADAPTATION (CdP/RdP) : Au cours des consultations informelles de la matinée, les parties ont examiné le projet des termes de référence pour un examen initial du Fonds d'adaptation

ATTENUATION (pays développés et pays en développement) (AWG-LCA) : Dans le groupe de rédaction sur l'atténuation, les parties ont examiné le texte sur les vues des co-facilitateurs sur les options pour les éléments du résultat sur l'atténuation par les pays développés et l'atténuation par les pays en développement. Il a été noté que le texte sur les MRV viendrait ultérieurement

A propos de l'atténuation par les pays développés, certaines parties ont préféré la référence aux engagements, tandis que d'autres ont penché pour les cibles. Certaines parties se sont dit préoccupées par le lancement d'un processus visant des négociations individuelles, ou les hypothèses et des conditions sous-jacentes.

Pour ce qui est de l'atténuation par les pays en développement, certaines parties se sont dit préoccupées par des invitations aux pays en développement de soumettre des informations sur leurs mesures d'atténuation, tandis que d'autres ont noté que ces informations sont nécessaires pour une évaluation globale de ces mesures d'atténuation. Certaines parties se sont opposées à l'expression stratégies de développement à faibles émissions

Dans les consultations informelles de l'après-midi, un nouveau texte a été introduit. Les parties n'ont pas pu parvenir à un accord sur l'opportunité de poursuivre les discussions sur la base du nouveau texte, ou de s'en tenir à celui de Tianjin. Le débat sur cette question s'est poursuivi tard dans la soirée.

FINANCE, TECHNOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS (AWG-LCA): Au cours du groupe de rédaction de l'après-midi sur les finances, un nouveau texte a été introduit, élaboré sur la base du texte de Tianjin, mais qualifié de plus précis et propre». Bon nombre de parties ont rappelé la possibilité d'incorporer les paragraphes pertinents du texte de négociation de Tianjin. La discussion informelle se poursuit.

ACTION RENFORCÉE SUR L'ATTENUATION (REDD+) (AWG-LCA) : Dans le groupe de rédaction sur REDD+, bon nombre de parties ont exprimé leur soutien à l'utilisation du texte du président (FCCC/AWGLCA/2010/CRP.1 comme une base pour les nouvelles discussions, et un certain nombre de parties ont fait appel à des changements mineurs. Beaucoup de parties

ont appelé à une décision sur REDD+ à Cancun, et certaines ont noté que cela dépendra des progrès dans les négociations sur les MRV.

Les parties ont également examiné les liens entre REDD+ et les MANN. La plupart se sont accordées sur une approche graduelle de REED+. Les parties avaient des vues divergentes sur la mise en œuvre nationale et infra-nationale, bien que certaines aient suggéré que les approches infra-nationale pourraient être utilisées. Bon nombre de parties ont souligné la nécessité des niveaux de référence nationaux. Certaines parties ont discuté de la question de savoir s'il faudrait mettre en œuvre les MRV des garanties. D'autres ont fait objection à l'utilisation du marché; d'autres encore ont insisté sur la nécessité de traiter des mesures d'incitation en ce qui concerne le déboisement; un certain nombre de participant se sont objectés à la référence aux stratégies faibles en carbone.

ARTICLE 6 DE LA CONVENTION (éducation, formation et sensibilisation du public) (SBI) : La réunion de matin du groupe de contact sur l'Article 6 de la Convention s'est concentrée sur l'examen intermédiaire des progrès dans la mise en œuvre du programme de travail amandé de New Delhi sur l'Article 6 de la Convention. Le président, PA Ousman Jarju (Gambie), a présenté un projet de décision de la CdP qu'il a préparé sur la base des résultats des ateliers régionaux et sous-régionaux thématiques, organisés pour partager les expériences acquises et les bonnes pratiques, de même que sur celle des interventions des parties au cours de la séance plénière du SBI. Les parties ont considéré le texte paragraphe par paragraphe et le groupe de contact a pu s'entendre sur un projet de décision de la CdP et conclure son travail.

QUESTIONS LIÉES AUX PMA (SBI) : Au cours de la rencontre du groupe de contact, en après-midi, la coprésidente, Katherine Vaughn (Australie), a présenté les conclusions du SBI et le projet de décision de la CdP. Elle a déclaré que les parties avaient accepté de prolonger le mandat du groupe d'experts sur les PMA (GEP) à cinq ans. Les parties ont accepté d'inclure un membre additionnel de PMA dans le GEP. Les délégués ont discuté, paragraphe par paragraphe, du texte proposé et ont décidé de le transférer à la séance plénière du SBI en vue de son adoption.

FONDS POUR LES PMA (SBI) : Au cours de la rencontre du groupe de contact en après-midi, la coprésidente Vaughn a présenté les conclusions du SBI et le projet de décision de la CdP. Les délégués ont discuté du texte proposé, paragraphe par paragraphe. L'UE a suggéré d'inviter toutes les parties en mesure de le faire, à contribuer aux Fonds pour les PMA. Concernant le texte demandant d'inviter le Secrétariat à établir un rapport de synthèse sur les progrès accomplis dans la mise à jour des PANA, l'UE a plutôt soutenu la référence aux progrès dans la mise en œuvre des PANA. Le Bangladesh, pour le G-77/CHINE, a proposé d'inclure la référence à la mise à jour et à la mise en œuvre des PANA. Les parties ont accepté de transmettre le projet de conclusions et le texte de décision à la séance plénière du SBI.

ARRANGEMENTS RELATIFS AUX RÉUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES (SBI) : Au cours de la rencontre du groupe de contact en après-midi, le président du SBI, Robert Owen-Jones (Australie), a présenté un texte développé au cours de consultations informelles, où on a permis aux observateurs de participer.

Concernant la reconnaissance du rôle important des parlementaires et législateurs, et la valeur de leur participation comme observateurs dans le processus de la CCNUCC, les É.-U. se sont opposés à leur référence en tant qu'observateurs. L'ARABIE SAOUDITE, soutenue par l'ÉGYPTE, s'est opposée

à la référence aux parlementaires et législateurs, déclarant que leur participation et rôle devraient être considérés par chaque partie selon ses circonstances nationales et son cadre juridique. Le MEXIQUE a soutenu le maintien du texte et la référence aux soumissions des parties.

Le MEXIQUE et beaucoup d'autres pays, contrés par l'ARABIE SAOUDITE, ont appuyé le projet de texte relatif à la tenue d'un atelier en session en 2011 sur les manières d'accroître l'engagement des observateurs et leurs moyens de participation. Notant les difficultés à parvenir à un accord, le président du SBI a proposé de renvoyer l'examen de cette question à la prochaine session. Finalement, l'AFRIQUE DU SUD a proposé, et beaucoup de parties l'ont appuyé, un texte notant les discussions tenues pendant la SBI 33. L'ARABIE SAOUDITE a soutenu la suppression du texte notant que la création d'un nombre limité de fora consultatifs, composés d'observateurs, serait une manière d'augmenter leur engagement.

Le président du SBI, Owen-Jones, a indiqué qu'il refléterait tous les points de vue des parties dans le projet de texte, qui sera présenté lors de la séance plénière du SBI.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS (CONVENTION) (SBI) : Au cours de la rencontre du groupe de contact en après-midi, la coprésidente, Marie Jaudet (France), a présenté le projet de conclusions du SBI et un projet de décision de la CdP. Concernant la demande au FEM d'augmenter son appui aux activités de renforcement des capacités dans les pays en développement, l'UE, appuyée par les É.-U., le JAPON et d'autres, a suggéré de mettre entre crochets « augmentation », et a proposé, au lieu de cela, la référence à : « continuer de fournir un soutien financier ». Notant le besoin croissant de soutien des activités de renforcement des capacités, le G-77/CHINE s'y est opposé. Les parties ne sont pas parvenues à un accord et ont décidé de poursuivre l'examen de cette question et le point de l'ordre du jour relatif au renforcement des capacités en vertu du Protocole de Kyoto, à la prochaine session du SBI.

PROGRAMME DE TRAVAIL DE NAIROBI (SBSTA) : En soirée, le groupe sur le PTN s'est réuni informellement pour poursuivre les négociations relatives au projet de conclusions du SBSTA. Les questions non résolues qui ont été abordées incluent la clarification de la formulation sur l'augmentation des capacités « incluant les femmes et les peuples autochtones » et un atelier proposé sur l'adaptation basé sur les écosystèmes. Bon nombre de pays développés ont appuyé l'atelier, alors que de nombreux pays en développement soutenaient d'attendre à la SB 34 pour définir davantage le travail. Les parties ont appuyé la formulation acceptant de continuer les activités dans le cadre du PTN alors que le programme est en révision. Les options liées aux communautés ou peuples autochtones sont demeurées entre crochets.

Les parties se sont réunies à nouveau au sein d'un bref groupe de contact. Le coprésident, Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago), a présenté le projet de conclusions et les parties ont accepté de transférer le texte, avec les crochets restants, à la séance plénière.

RÉVISION DES DIRECTIVES DE LA CCNUCC RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS SUR LES INVENTAIRES ANNUELS DES PARTIES DE L'ANNEXE I (SBSTA) : Lors de la rencontre du groupe de contact, en après-midi, les parties ont discuté du projet de conclusions. Les parties ont discuté d'inviter le GIEC à utiliser les développements scientifiques sur les terres humides pour combler les lacunes dans les directives de 2006 du GIEC et les parties ont finalement accepté de transférer le projet de conclusions au SBSTA pour son adoption.

ARTICLES 2.3 ET 3.14 DU PROTOCOLE (SBI/SBSTA) : Au cours de la rencontre du groupe de contact conjoint SBI/SBSTA, en après-midi, le coprésident, Andrew Ure (Australie), a présenté le projet de conclusions basé sur la proposition du G-77/Chine de tenir un atelier conjoint concernant les Articles 2.3 (Impacts défavorables des politiques et des mesures) et 3.14 (Effets défavorables) du Protocole. L'Australie a noté qu'ils pourraient soutenir le projet de conclusions si l'atelier était combiné avec un autre sur la mise en œuvre de la décision 1/CP.10 (Programme de travail de Buenos Aires sur les mesures d'adaptation et de riposte). Les parties ont accepté de transférer le projet de conclusions aux séances plénières du SBSTA et du SBI en vue de leur adoption.

DANS LES COULOIRS

Avec la fin de la première semaine approchant à grands pas et les ministres commençant à arriver à la Conférence de l'ONU sur les changements climatiques à Cancún, bon nombre de délégués se sont questionnés sur la manière d'aller vers l'avant. Le texte à la base du travail de la deuxième semaine figure parmi les sujets les plus chauds à cet égard. Lors de sa conférence de presse, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Christiana Figueres, a confirmé que le président de l'AWG-KP distribuerait un nouveau texte samedi et que la présidente de l'AWG-LCA fournirait également une nouvelle version de son document non officiel. En réponse aux rumeurs au sujet d'un éventuel texte mexicain, le Secrétaire exécutif de la CCNUCC a adopté une position ferme : « Il n'y aura pas de tel texte ».

Bon nombre de participants ont identifié l'« équilibre » comme étant l'ingrédient magique d'un succès vendredi prochain : « Nous avons besoin d'équilibre entre les éléments du Plan d'action de Bali dans le cadre de l'AWG-LCA, équilibre entre les deux voies de négociation, et équilibre entre les intérêts entre des pays développés et ceux des pays en développement », a noté un expert. Les « pays doivent être également confortables et également inconfortable avec le résultat », était la manière dont le Secrétaire exécutif Figueres décrivait un résultat équilibré.

Le mot « équilibre » était également la réponse à quelques délégués se demandant pourquoi certaines questions, que plusieurs prévoient être parmi les résultats clefs de Cancún, ont reçu « si peu » d'attention au cours de la première semaine. « Je ne peux pas croire que la REDD+ n'ait été abordée qu'aujourd'hui », a énoncé un délégué. Un délégué a offert une explication : « En arrivant ici, certains des textes de l'AWG-LCA étaient beaucoup plus avancés que d'autres. Les négociateurs essaient de tous les ramener à un niveau comparable ». D'autres ont averti : « Certains d'entre nous ont peur du fait que si nous ouvrons à la discussion un texte déjà avancé, nous puissions finir par revenir en arrière ». Le travail de l'AWG-LCA sur les MRV/CAI a été décrit par beaucoup comme étant un des éléments « d'importance cruciale » mais des plus « inachevés » du travail de l'AWG-LCA. « La première version du document non officiel de Margaret n'a pas abordé les MRV, mais j'espère que le nouveau document non officiel contiendra quelque chose d'intéressant », a indiqué un participant.